

Une vision économique verte pour l'Europe

Contexte

La vision économique verte

Les Verts européens pensent que l'activité humaine devrait tenir compte du fait que nous appartenons à un écosystème riche, mais limité, interdépendant et fragile. Dans ce contexte, nous considérons l'économie comme un outil et non comme un objectif en soi. La priorité de l'activité économique est de répondre aux besoins fondamentaux et de contribuer à une meilleure qualité de vie pour tous, aujourd'hui et à l'avenir.

Nous ne pouvons avoir une économie en bonne santé que si la Terre est en bonne santé; la durabilité environnementale et sociale est une condition préalable à une économie verte. Les générations actuelles ne sont pas propriétaires de la Terre, mais elles l'utilisent et elles en ont la responsabilité au nom des générations futures. Le développement durable permet de répondre aux besoins de la génération actuelle sans compromettre les besoins des futures générations.

La vision économique verte place la justice et l'égalité sociales et environnementales au sein des nations et entre les nations au centre des préoccupations. Cela implique de faire un usage juste des ressources de la Terre et de renverser la tendance au creusement de l'écart entre les riches et les pauvres. Nous cherchons à réduire les inégalités dans la répartition du pouvoir et de l'accès aux ressources. Chacun a le droit de pourvoir à ses besoins fondamentaux: air propre, eau, nourriture, sol, logement, énergie, santé, liberté. Tout être humain a droit à la solidarité, à la démocratie, à l'autodétermination, à l'autonomie, à la responsabilité, à la dignité, à l'auto-réalisation. L'économie devrait augmenter le bien-être et non le diminuer.

L'économie verte est une économie innovante et créative, qui confère un rôle central aux investissements dans le développement durable et les technologies vertes. C'est une économie adaptable, qui crée de nombreuses nouvelles possibilités, en particulier sur le marché de l'emploi, permettant à chacun d'exploiter ses talents. La clé pour rendre l'économie plus verte, c'est de la rendre moins intensive dans son usage des ressources naturelles.

Pourquoi nous ne pouvons pas poursuivre sur la voie actuelle

Les défis contemporains sont sans précédents, et pas seulement sur le plan écologique; la mondialisation des marchés, des flux financiers et de la communication va au-delà des limites structurelles et institutionnelles existantes et engendre un stress pour les économies nationales. Sur la base de la connaissance, de la culture et de l'innovation, nos sociétés industrielles européennes du siècle dernier se transforment en une économie de services très complexe, qui externalise massivement la production de ses biens industriels, ainsi que la pollution qui y est liée, dans des pays tels que la Chine, l'Inde, le Brésil et d'autres pays émergents. En outre, de plus en plus d'aspects de la vie sont devenus de simples marchandises.

Alors que l'économie se mondialise, les différents systèmes de sécurité sociale restent basés à un niveau national ou régional. L'érosion des recettes fiscales à la suite de la concurrence fiscale néfaste, la pratique de l'évasion fiscale par les entreprises et l'existence de paradis fiscaux ont engendré un système fiscal injuste et aggravent la crise financière des régimes d'allocations sociales européens. Le chômage de masse, les dépenses de santé toujours croissantes et le changement démographique font que l'actuel système d'aide sociale basé sur la taxation du travail n'est, en grande partie, plus viable dans de nombreux pays. Ces éléments font qu'il est de plus en plus difficile pour les gouvernements de maintenir, sans parler d'améliorer, les systèmes de sécurité sociale.

La richesse et la pauvreté s'accumulent dans des proportions sans précédent. Le fossé social entre les riches et les pauvres, entre les individus au sein des sociétés, entre les femmes et les hommes, entre les régions et les pays, entre le Nord et le Sud, se creuse. Aujourd'hui, les richesses des 200 personnes les plus riches du monde égalent le revenu des deux milliards de personnes les plus pauvres de la planète.

Une série de faits irréfutables montrent de manière spectaculaire que le changement climatique devient une menace grandissante. La concurrence en vue d'exploiter les sources d'énergie non renouvelables devient de plus en plus non seulement une question commerciale, mais aussi une question qui est au cœur de la politique internationale, menaçant même la paix internationale. Des régions entières, voire des pays entiers, sont menacés par la montée du niveau des mers. La crise climatique est l'exemple le plus visible de la détérioration de l'environnement, mais les crises environnementales incluent aussi la perte de biodiversité, l'excès de déchets, la déforestation, la contamination chimique, la pollution électronique, le bruit, les dommages causés aux sols et la pollution de l'eau.

Le rapport Stern sur les coûts du changement climatique (2006) a décrit le problème très clairement. Si nous n'effectuons pas les investissements requis (1 à 2 % du PIB mondial) en vue de mettre en œuvre les changements qui seront nécessaires afin de lutter contre le changement climatique, les conséquences environnementales et économiques et les coûts

seront sans précédent et irréversibles. Si l'on n'agit pas maintenant, ces coûts pourraient finir par atteindre 20 % du PIB dans quelques décennies.

La croissance économique actuelle présente un sérieux effet «collatéral»: la destruction du capital naturel. Il a néanmoins été admis que cette destruction était un effet extérieur négatif, mais les économistes traditionnels ne parviennent généralement pas à intégrer cette prise de conscience dans les recommandations politiques qu'ils tirent de leurs modèles ou dans les arguments macro-économiques qu'ils avancent. Les services rendus par ce «capital naturel» profitent aux entreprises et sont loin d'être reflétés dans les coûts réels des produits. L'intégration totale de la destruction du capital naturel dans les calculs permettrait d'obtenir un chiffre de croissance du PIB correct (basé sur les avantages réels obtenus pour la société) qui serait considérablement plus bas. Comme l'évaluation des écosystèmes pour le millénaire publiée en mars 2005 par l'ONU le dit: «un nombre considérable de pays qui présentent une croissance économique positive montreraient en réalité un bien-être en baisse si la dégradation des ressources naturelles était comprise dans leurs comptes nationaux».

Au cœur de la politique économique traditionnelle, on trouve les objectifs de croissance du PIB toujours plus importante et de consommation de masse élevée. Les Verts croient que mesurer le progrès à l'aide de la seule croissance du PIB est trompeur. À titre d'exemple, le naufrage du pétrolier Erika a entraîné une hausse du PIB en raison du sauvetage du pétrolier et du nettoyage des plages. De même, les accidents de voiture, les catastrophes naturelles, les maladies, tout cela contribue au PIB. Par ailleurs, certaines activités, telles que les tâches domestiques, le travail bénévole et non rémunéré de prise en charge (d'enfants, de personnes âgées, ...) ne sont pas pris en compte du tout dans le calcul de cet indice. Aujourd'hui déjà, avec un PIB mondial de quelque 43 billions de dollars, nous nous trouvons face à une situation complètement intenable. Comment pouvons-nous imaginer, avec les actuels schémas de croissance, que la planète connaîtra un PIB qui, selon les prévisions, atteindra quelque quatre fois le PIB actuel en 2050 (175 billions de dollars en termes constants)? Nous ne pouvons pas avoir une croissance du PIB illimitée dans un écosystème limité.

Beaucoup des problèmes et des défis susmentionnés ne peuvent être résolus par des mécanismes de marché seuls et, parfois, la concurrence s'est avérée contreproductive, en particulier lorsqu'il s'agit de biens publics tels que l'accès à l'eau, par exemple. Livrés à eux-mêmes, les marchés ignorent leurs effets environnementaux et sociaux, ce qui entraîne une défaillance des marchés.

Qu'est-ce qu'une économie verte? Nos propositions

Une économie verte est une économie diversifiée

En tant que Verts, notre vision de l'économie est celle d'une structure mixte au sein de laquelle trois manières de produire des biens et des services à l'aide de main-d'œuvre rémunérée coexistent, car chacune d'entre elles est créatrice de valeur: les autorités publiques et les entreprises publiques; les entreprises privées principalement motivées par le profit; les organisations privées motivées par des buts non lucratifs, telles que les associations, les coopératives et les sociétés mutuelles, généralement connues sous le nom d'économie sociale ou de secteur à but non lucratif, qui sont organisées selon des principes démocratiques tels que «une personne, une voix». Chaque secteur a un rôle à jouer.

L'économie européenne est déjà une économie mixte. Dans certains pays européens, l'économie sociale (le secteur à but non lucratif) représente jusqu'à 10 % du PIB et, dans d'autres, les dépenses publiques représentent 50 % du PIB, voire davantage. Contrairement à ceux qui croient en une économie motivée par le profit, pour les Verts, peu importe la taille du secteur public ou du secteur à but non lucratif, tant que cette économie diversifiée maximise efficacement la qualité de vie à long terme.

Les Verts sont favorables à l'économie sociale en raison de son potentiel de pratiques démocratiques et soutiennent son développement de la meilleure manière possible. Elle peut, par exemple, approvisionner les marchés locaux en biens et en services, pour des activités qui nécessitent des ressources tant publiques que privées, comme dans le secteur culturel ou dans celui de la santé, et fournit même des biens et des services qui pourraient être produits aussi bien par le secteur public que par le secteur privé, comme les énergies renouvelables locales.

Le secteur public est évidemment le mieux placé pour produire des biens publics tels que le système judiciaire, la sécurité intérieure et extérieure, l'administration, les infrastructures, etc. Mais certaines activités économiques pourraient également être gérées par des entreprises publiques si la communauté estime que c'est dans le meilleur intérêt de tous. Les Verts n'ont pas de position idéologique sur la propriété des services et des industries et différentes solutions seront adaptées aux différentes conditions des différents pays. Ce que nous voulons, c'est un accès équitable et abordable, une qualité de services élevée, et la prise en compte des coûts environnementaux et sociaux mondiaux. Nous observons que, dans le domaine des services collectifs publics, il n'y a pas de preuve empirique explicite montrant que le secteur privé obtient de meilleurs résultats que le secteur public, est plus efficient ou efficace. Nous croyons, en outre, que les services publics ont un rôle particulier à jouer dans la cohésion sociale.

Dans d'autres secteurs comme l'éducation ou les soins de santé, le secteur public doit rester l'acteur principal, parce que la logique froide du marché a tendance à exclure les plus pauvres et à créer de nouvelles inégalités. Pour le reste de l'économie, qui ne fournit pas de «biens publics», le secteur privé s'est révélé efficace, mais incapable d'intégrer les coûts sociaux et environnementaux réels, comme le changement climatique. Les Verts pensent toutefois que le secteur privé peut aussi servir de stimulateur à l'innovation. En tant que membres de plusieurs gouvernements nationaux et fédérés dans toute l'Europe, les Verts ont prouvé qu'être écologique et, en même temps, économiquement rentable ne doit plus être une contradiction. Des instruments fiscaux et d'autres instruments juridiques tels que le tarif de rachat pour les énergies renouvelables sont un des exemples notables de ce succès.

Cela doit se dérouler dans un cadre donné, supervisé par la loi et les réglementations. Les Verts pensent toutefois que le secteur privé peut aussi servir de stimulant à l'innovation. En tant que membres de plusieurs gouvernements nationaux et fédérés dans toute l'Europe, les Verts ont prouvé qu'être écologique et, en même temps, économiquement rentable ne doit plus être une contradiction. Des instruments fiscaux et d'autres instruments juridiques tels que le tarif de rachat pour les énergies renouvelables sont un des exemples notables de ce succès.

L'économie internationale doit être correctement réglementée. Cette réglementation doit être élaborée de manière à maintenir la liberté économique et à éviter que l'économie internationale ne soit utilisée comme moteur d'une spirale descendante de normes environnementales et sociales sans cesse inférieures et qu'elle n'anéantisse tout progrès déjà accompli.

Réglementer l'économie pour la rendre responsable

Une économie qui a comme objectif initial de tenter de maximiser le bien-être réel à long terme nécessiterait plusieurs changements globaux au niveau de la gouvernance et de la réglementation. Les gouvernements doivent jouer un rôle plus actif, basé sur la prise de conscience qu'ils sont les organes qui possèdent la légitimité, l'autorité et les moyens les plus importants en vue de réellement protéger les biens publics et les droits des futures générations. Les mécanismes de marché ne peuvent répondre qu'aux besoins auxquels une valeur monétaire peut être attachée et, par conséquent, ils ne peuvent pas répondre à tous les besoins de la société, y compris relever le défi du changement climatique. L'économie évolue dans un écosystème limité. C'est le rôle d'autorités sensées, démocratiques et transparentes de fixer ces limites.

Traditionnellement, les élites au pouvoir sont l'un des principaux obstacles à la justice sociale et environnementale et, en même temps, un obstacle à la modernisation de l'économie. En outre, les nouveaux intérêts mondialisés des entreprises sont souvent maintenus et protégés alors que les gouvernements sont affaiblis par une activité lobbyiste

féroce et par l'influence des entreprises sur la réglementation et les normes. À elles seules les solutions basées sur le marché ne sont pas suffisantes, parce qu'on ne peut pas tenir pour acquis que les acteurs sont suffisamment informés ou motivés par des intérêts à long plutôt qu'à court terme. Dès lors, il est temps que les gouvernements et les citoyens récupèrent et exercent leur droit de réglementer et de façonner l'économie.

Les gouvernements devraient être des gestionnaires, des administrateurs communs ou des allocateurs de nos biens communs, tels que le climat, l'atmosphère, les océans, l'eau douce, la biodiversité, les écosystèmes, etc. Nous pensons que pour protéger ces biens communs de la surexploitation et pour les préserver pour les futures générations, nous ne pouvons pas laisser des transactions individuelles non réglementées en disposer librement. Une réglementation adéquate est nécessaire, qui pourrait inclure la propriété publique des droits de propriétés respectifs. Les gouvernements et les institutions mondiales ont le devoir de faire en sorte que les connaissances et les technologies de maintien de la vie soient équitablement réparties entre le Nord et le Sud, pour le bien de la planète.

Les Verts pensent cependant que pour que l'économie devienne écologique, toutes les parties prenantes doivent jouer leur rôle. Les autorités publiques doivent mettre en place un nouveau cadre réglementaire qui comprenne des normes, des incitants et des taxes. Elles doivent encourager l'innovation et sensibiliser le public. Les entreprises doivent créer les biens et les services nécessaires en vue de soutenir le développement durable. Les citoyens, surtout en tant que consommateurs, doivent assumer leurs responsabilités lorsque leur comportement a un impact sur les biens communs, en faisant des choix en matière de mobilité, en triant et réduisant leurs déchets. La concurrence sur le marché, si elle n'est pas un objectif en soi, peut être un instrument en vue d'améliorer la qualité de la prestation des services, de garantir le choix des consommateurs, de garantir un accès équitable aux produits de base et d'encourager l'innovation. Afin de faire leurs choix, les consommateurs ont besoin de davantage d'informations quant à la manière dont les biens et les services qu'ils consomment sont produits, sur le plan environnemental et social.

Des réformes fondamentales de notre économie sont essentielles, car même ceux qui voudraient apporter des changements à leur mode de vie afin de réduire leur empreinte et/ou d'accroître leur bien-être trouvent souvent que cela est difficile à mettre en œuvre en raison de la manière dont la société fonctionne. Ils sont «pris au piège par le système». Le temps est déterminant dans la mise en œuvre de ces changements, car les comportements actuels continuent à nous emprisonner dans des modes de vie basés sur une consommation dont les effets seront de plus en plus difficile à atténuer et dont il sera de plus en plus difficile de se défaire (l'aviation en est un exemple évident).

Les Verts proposent dès lors:

- **des réformes politiques** qui visent à renforcer le mandat d'intérêt public des gouvernements et, ainsi, leur influence dans le cadre de l'introduction des mesures réglementaires nécessaires: représentation proportionnelle, parité hommes/femmes, financement public des élections, élimination progressive des donations politiques des entreprises et restrictions plus sévères sur le lobbying et le phénomène du

«pantouflage» entre les entreprises et les gouvernements;

- **des réglementations complètes et bien conçues** pour certains produits et processus, qui visent explicitement à protéger les travailleurs, la santé et l'environnement des effets néfastes de l'activité économique. Celles-ci devraient être basées sur le principe de précaution;
- **des régimes de comptabilité et de responsabilité plus justes** afin de refléter les coûts réels des produits et des activités. Les politiques dans différents domaines et par divers moyens doivent refléter les véritables coûts sociaux, environnementaux et autres (pour les futures générations) dans les prix le long de toute la chaîne de production. De cette manière, les entrepreneurs durables ont des chances égales et la concurrence n'est pas basée sur les nuisances infligées à l'environnement et à la société. Nous pensons à des interdictions et à des restrictions de l'exploitation des ressources et des méthodes de production, à la fiscalité et à la nécessité de payer pour les conséquences néfastes de l'activité économique. (cf. chapitre «Fiscalité et subventions»);
- des modèles de meilleures pratiques dans plusieurs pays qui ont des responsabilités sociales plus importantes, comme les conseils de travailleurs allemands, les lois françaises en matière d'emploi et certains devoirs de diligences japonais, devraient être intégrés dans un code d'exploitation standard pour toutes les entreprises qui exercent une activité dans l'UE, et les devoirs statutaires des directeurs d'entreprises privées devraient être élargis. Les pays scandinaves sont un exemple de la manière dont des accords peuvent être conclus entre les gouvernements, les syndicats et les organisations patronales sur la flexibilisation du marché de l'emploi, en combinaison avec des dispositions adéquates en matière de sécurité sociale et avec des investissements dans l'éducation et l'innovation. Le travail des enfants et les mauvaises conditions de travail ne doivent pas être tolérés. L'âgisme et le sexisme devraient être proscrits. La suspension de la charte devrait être activement utilisée comme sanction pour violation flagrante et persistante des intérêts publics par les entreprises.
- Nous voudrions encourager les petites entreprises, les *start-ups* qui ont démontré qu'elles étaient les véritables moteurs de l'innovation et de la création d'emplois. Il devrait y avoir des lois anti-monopoles, anti-oligopole et anticartels plus strictes, de manière à ce que les grands partenaires commerciaux cessent de s'attribuer l'un l'autre d'énormes quantités de travail. Nous devons ouvrir les marchés publics à la participation d'entreprises plus petites.
- Il est également important de recréer un contexte d'aspiration à voir les entreprises assumer un devoir général d'attention et de responsabilité envers la société et l'environnement dans toutes leurs activités. Des réformes adéquates du droit des sociétés sont dès lors nécessaires, afin de rétablir l'équilibre entre les droits des entreprises (p. ex. personnalité juridique et responsabilité limitée) et leurs responsabilités envers la société et l'environnement dans lequel elles opèrent.

- Dans de nombreux cas, la déréglementation a été néfaste. L'industrie de la finance en est un bon exemple, puisqu'il est de plus en plus manifeste que la déréglementation a de nouveau entraîné une agitation financière mondiale qui affecte l'économie réelle. Les Verts pensent que les autorités publiques doivent réglementer plus efficacement les marchés financiers.
- Les mesures visant à encourager et à faciliter un comportement responsable de la part des consommateurs devraient comprendre, au minimum, des restrictions sur la publicité des biens et des services non durables (en particulier, celle destinée aux enfants et aux jeunes), par exemple pour l'alcool, les cigarettes, etc. La publicité destinée aux enfants et aux jeunes devrait aussi être réglementée afin de minimiser la création de désirs artificiels et d'une consommation excessive et non durable. Dans le même temps, des informations relatives aux chaînes d'approvisionnement des produits devraient être plus librement accessibles, par exemple concernant la source, les impacts et la distance parcourue, afin de permettre aux individus de prendre des décisions éclairées en matière d'achats.
- Une étude de la «loi sur le réinvestissement communautaire du Congrès américain» sera réalisée afin d'évaluer son efficacité en tant qu'instrument de l'économie verte.

Redéfinir la croissance économique

Les Verts sont favorables à une croissance économique qualitative qui génère une meilleure qualité de vie, une société socialement juste et un environnement durable.

Nous sommes conscients qu'une croissance économique basée sur la consommation sans fin des ressources naturelles n'est ni possible ni souhaitable sur une planète limitée. Par conséquent, la croissance économique au sens écologique du terme est synonyme d'accroissement d'une activité économique qui engendre des augmentations réelles et équitables du bien-être et qui n'entraîne pas l'épuisement des ressources naturelles. L'alternative écologique consiste à faire en sorte que la croissance économique puisse être découplée de l'exploitation des matières premières et de l'énergie, augmentant la valeur ajoutée créée par l'innovation et la connaissance et l'efficacité énergétique. La quantité absolue de matières premières consommées et le niveau d'émissions et de déchets doivent être réduits de manière drastique à un niveau que la Terre peut supporter. Nous soutenons en même temps le principe qui vise à se diriger vers des droits aux ressources par habitant égaux, et voudrions utiliser des cadres basés sur ce principe pour guider notre approche des défis mondiaux tels que le changement climatique. L'amélioration de la productivité des ressources n'est pas suffisante à elle seule, les comportements de consommation doivent refléter les défis sociaux et environnementaux auxquels nous sommes confrontés

sur notre planète.

Les habitants des pays pauvres et en développement ont également droit au plus haut niveau de qualité de vie. De même, nous devons veiller à ce qu'en répondant aux besoins de la génération actuelle, nous ne compromettons pas la liberté des futures générations de faire leurs propres choix économiques (en décidant de ce qui peut être produit et de la manière dont cela peut être produit et consommé).

Parce que nous voulons changer le sens du mot «croissance», nous proposons de changer la manière de la mesurer. En tant qu'indicateur, le produit intérieur brut (PIB) doit être revu de manière critique et doit inclure des facteurs tels que l'épuisement des ressources naturelles, le coût des maladies, l'impact de la pauvreté sociale et l'impact des catastrophes d'origine humaine. Pour les Verts, étant donné qu'il ne mesure que l'activité économique, le PIB est simplement un des indicateurs qui doit être pris en compte. Il doit être complété par d'autres indicateurs qui mesurent le bien-être de la société, tels que des indicateurs mesurant l'alphabétisation, l'espérance de vie, l'égalité hommes/femmes, le travail rémunéré et non rémunéré, l'accès aux soins de santé, l'éducation, l'eau potable, etc. Nous voudrions des indices tels que l'indice du développement de l'ONU, l'indice du bien-être économique durable, l'indicateur des progrès réels, l'empreinte écologique, etc., qui sont déjà utilisés pour guider l'élaboration des politiques.

Les Verts pensent que le pacte de stabilité et de croissance de l'UE devrait être remplacé par un pacte qui tienne également compte des objectifs de développement durable que nous voulons placer au cœur de la stratégie européenne. Concrètement, il devrait inclure des objectifs contraignants en termes de réduction des émissions de gaz à effet de serre, de taux d'emploi, de niveaux de pauvreté infantile et de niveau d'épuisement du capital naturel. Au niveau de l'UE et des États membres, une budgétisation environnementale et sociale devrait être mise en place, avec un mécanisme de sanction comparable à celui du pacte de stabilité et de croissance.

Le budget européen est actuellement limité à 1 % du PNB. Un effort concerté est cependant nécessaire pour réduire l'empreinte écologique. Cela nécessite des fonds publics, garantis par la BEI, parce que la plupart de ces investissements ne sont pas rentables à court terme. Les Verts sont favorables à une augmentation et à un rééquilibrage de ce budget, afin de donner à l'Union les moyens de relever les nouveaux défis auxquels elle est confrontée.

La politique monétaire de la Banque centrale européenne et de l'Eurogroupe doit être mieux intégrée et cadrer avec la politique économique de l'Union, en reflétant les objectifs susmentionnés.

À l'heure actuelle, dans les pays plus avancés, c'est souvent parce que les gouvernements craignent pour leurs chiffres de croissance économique et de PIB qu'ils sont réticents à l'idée de mettre en œuvre les changements nécessaires afin de garantir un développement réellement durable. Reconnaître explicitement que la croissance du PIB n'est pas automatiquement synonyme de croissance du bien-être, et que d'autres priorités devraient être mesurées et se voir accorder davantage d'importance relative par rapport aux

objectifs économiques, devrait être une étape clé qui donnerait aux gouvernements la liberté de mettre en place les mesures décrites dans le chapitre «Réglementer l'économie pour la rendre responsable».

Égalité entre hommes et femmes

Partout dans le monde, à travail équivalent, les femmes gagnent moins que les hommes, elles n'ont pas accès à la terre ni au crédit et elles font plus que leur part de travail dans la prise en charge des enfants et des personnes âgées, de travail bénévole et autres tâches non rémunérées. Partout dans le monde, les personnes les plus pauvres sont des femmes. Les faits indiquent que cette inégalité hommes/femmes freine l'activité économique. Nous observons que le mouvement microfinancier a donné à des millions de femmes un élan économique précieux.

Nous devons mettre en œuvre des mesures afin de parvenir à l'égalité d'accès des femmes au marché du travail, à la gestion d'une entreprise et à des postes à tous les niveaux. Les Verts préconisent dès lors une politique qui aurait pour objectif spécifique la participation et la réussite des femmes dans l'arène économique, qui inclurait, par exemple, des services de garde d'enfants abordables et de qualité, des congés parentaux généreux, des allocations de grossesse pour les femmes entrepreneurs, des mesures encourageant l'égalité entre hommes et femmes dans tous les secteurs, telles que des quotas pour les femmes au sein des conseils d'entreprises. Les Verts veulent l'égalité entre hommes et femmes en général et, en particulier, sur le marché de l'emploi (Cf. ci-dessous «Politiques d'emploi des Verts»).

Égalité entre les générations

La justice sociale et environnementale devrait être considérée non seulement en termes de solidarité entre les gens qui sont en vie aujourd'hui, mais aussi en termes de solidarité entre les générations. Le parti vert européen pense que les êtres humains qui sont en vie aujourd'hui ont des responsabilités envers les prochaines générations. C'est une pierre angulaire de notre concept de développement durable. À cet égard, les Verts veulent stimuler l'innovation et les modes de vie alternatifs afin de préparer un meilleur avenir pour les prochaines générations et de réduire la dette environnementale qu'elles devront assumer.

Les Verts veulent lutter contre la vision à court terme qui prévaut dans le processus décisionnel du secteur privé et du secteur public. La politique semestrielle des sociétés, la politique de profit à court terme des fonds de pension ou les gouvernements qui limitent leur horizon en suivant des cycles électoraux ne sont pas propices à des stratégies durables. Nous voulons que les investissements engendrent des bénéfices à long terme. Les Verts cherchent toujours à appliquer le principe de précaution. Nous ne soutenons pas les mesures qui constituent une menace potentielle pour la santé humaine ou le bien-être environnemental. Nous n'accepterons pas non plus de retard dans la mise en œuvre de nouvelles mesures de précaution au seul motif que les études scientifiques ne sont pas suffisamment nombreuses. Nous voulons des politiques tournées vers l'avenir afin de mettre en place un environnement réglementaire, fiscal et économique stable en vue de favoriser une innovation et une création d'emplois écologiques. Il est également nécessaire d'adopter une vision à long terme afin de garantir la viabilité future des systèmes de retraite dans une société vieillissante.

Les verts proposent dès lors:

- un plan d'investissement écologique à grande échelle pour les technologies durables du futur. Étant donné la taille de son économie, l'UE dispose du potentiel nécessaire pour prendre la direction de cette transformation. Elle doit stimuler les investissements dans la recherche, le développement et l'entrepreneuriat dans des secteurs «écoprosprès» tels que la construction et le logement durables, la chimie industrielle verte, l'énergie renouvelable, l'agriculture durable, la mobilité écologique, la communication électronique, etc.
- Afin de réduire la dette environnementale, nous proposons une évaluation préliminaire obligatoire et systématique de l'impact environnemental et social des décisions publiques; des normes environnementales et sociales systématiques pour les marchés publics; un plan d'investissements ambitieux pour la rénovation des logements; une fiscalité verte dans le secteur des transports, etc.
- En ce qui concerne les fonds de pension, une énorme proportion d'entre eux sont actuellement utilisés pour des spéculations et des investissements dans des activités socialement irresponsables; les Verts veulent des mesures obligatoires en vue de réorienter leurs investissements vers le développement durable et des activités socialement responsables.
- En ce qui concerne les droits de succession et les taxes sur les donations, les Verts pensent que leur principal objectif doit être d'inverser et de prévenir l'accumulation injuste de richesses et de pouvoir. Ils devraient viser à redistribuer les richesses et à augmenter l'égalité des chances. Ils devraient être calculés en fonction du donataire (c.-à-d. en fonction de la situation de la personne qui reçoit l'héritage ou la donation plutôt qu'en fonction de celle du donateur). Ils devraient également être élargis aux donations faites par le donateur de son vivant, plutôt que de ne concerner que les donations données en héritage à sa mort.

Égalité entre les nations

À cause de décennies de confiance des responsables politiques dans l'autoréglementation des marchés et du manque de réglementation internationale efficace qui s'en est suivi, la mondialisation a engendré des différences de richesse de plus en plus importantes entre les nations et au sein des nations. Ces écarts menacent la paix et la stabilité mondiale. Si certains pays sont parvenus à tirer de nombreuses personnes de la pauvreté, d'autres, en particulier en Afrique, y plongent de plus en plus profondément. Si les économistes font l'éloge de l'efficacité de la mondialisation économique, qui est reflétée dans un PIB mondial croissant, ils omettent de mentionner que celle-ci ne produit pas un tissu social sain, sans lequel un développement mondial durable n'est pas possible.

Dans ce contexte, l'UE a un rôle primordial à jouer en vue de réintroduire les structures politiques dans l'économie. L'UE est devenue la plus grande puissance économique du monde. L'euro rivalise avec le dollar américain en tant que monnaie de réserve dans le commerce mondial. Les décisions de la Banque centrale européenne, du Conseil européen ou de la Commission européenne déterminent les moyens de subsistance de millions de personnes en dehors de l'UE. Avec le traité de Lisbonne de l'UE, le Parlement européen gagne des pouvoirs de codécision dans le cadre de la politique commerciale de l'UE. L'UE est aujourd'hui un acteur très significatif, et par sa politique économique elle porte la responsabilité de déterminer la bonne direction à prendre pour s'éloigner de la ligne de conduite actuelle de la mondialisation économique.

Le parti vert européen est guidé par la conviction qu'il faut donner une autonomie accrue à la population. Cela signifie qu'il faut mettre en place des structures qui permettent aux gens de participer à l'économie de la manière dont ils le choisissent. Pour parvenir à une telle liberté, il est nécessaire de permettre que les décisions politiques économiques soient prises au niveau régional ou local, de ne pas remplacer les structures internationales quand elles sont adéquates, mais d'offrir des possibilités de participer, de stabiliser l'économie et de rendre les processus économiques et leurs effets plus visibles et plus divers lorsque cela est possible et utile.

Le niveau approprié et la structure géographique de la production et des échanges commerciaux est une question complexe. Certains biens doivent être produits à l'échelle mondiale pour être rentables, alors que, pour d'autres, la production s'effectue de manière plus efficace à un niveau plus régional ou local. Une très grande part des échanges commerciaux mondiaux sont néfastes pour l'environnement et ne sont véritablement créateurs de valeur nulle part, parce que de nombreux biens produits au niveau mondial ne font que refléter les écarts en matière de dumping social et environnemental entre les différents pays. Le développement durable nécessite une diminution drastique de ces échanges commerciaux néfastes pour l'environnement, compte tenu de l'empreinte écologique totale, qui devrait être reflétée dans les prix. Nous avons dès lors besoin d'un cadre réglementaire international qui mette en place des normes mondiales en matière de développement durable. Celles-ci doivent garantir une concurrence loyale au moyen de

conditions équivalentes pour tous les acteurs du marché, et cela n'est possible que si l'on empêche ces acteurs d'exploiter les ressources mondiales communes à leur propre avantage compétitif.

Ce cadre réglementaire devrait respecter les principes de responsabilités communes mais différenciées de la déclaration des Nations unies de Rio de 1992. Étant donné que les pays industrialisés sont responsables de la majeure partie de la dégradation de l'environnement et de l'épuisement des ressources naturelles, ils devraient prendre les engagements les plus fermes, tout en aidant les pays en développement à se conformer progressivement aux normes mondiales. L'UE devrait maintenir l'accès libre de droits qu'elle a accordé aux importations des 49 nations les moins avancées («Tout sauf les armes») et intensifier son assistance, y compris le transfert de technologies, afin de les aider à développer leurs économies de manière durable.

Les Verts proposent dès lors:

- que les règles du commerce international permettent de constituer des espaces économiques régionaux-continentaux. Elles doivent être modifiées afin de faciliter le développement d'industries efficaces et compétitives régionales ou même locales en encourageant l'achat des moyens de production au niveau local et en accordant davantage de liberté aux autorités locales, régionales et nationales dans le domaine des marchés publics;
- que les brevets d'entreprises privées qui sont essentiels pour la lutte contre les maladies mondiales et le changement climatique fassent l'objet d'une autorisation de mise sur le marché obligatoire compte tenu des coûts encourus lors de leur développement. Cela aidera aussi à diffuser les technologies et les produits du développement durable dans le monde entier plus rapidement;
- que les politiques de développement qui lient l'aide à la libre circulation soient remplacées par des programmes visant à conserver la valeur ajoutée au niveau local, en subventionnant des infrastructures de base pour l'éducation et la santé et en préservant un espace politique pour permettre aux communautés de décider elles-mêmes de la voie qu'elles veulent emprunter vers le développement durable;
- que les pays donateurs augmentent considérablement leurs flux d'aide dans le cadre de l'aide bilatérale et multilatérale programmable, pour atteindre au moins 0,7 % du PIB, en particulier pour les pays les moins avancés, afin que tous les pays puissent atteindre les objectifs du millénaire en matière de développement d'ici 2015, en particulier la réduction de moitié des niveaux de pauvreté de leurs populations, l'éducation primaire pour toutes les filles et tous les garçons et l'accès universel aux soins de santé et à une eau potable. Concrètement, tous les États membres de l'UE doivent enfin tenir leurs promesses et prêcher par l'exemple;

- en complétant l'aide nationale et multilatérale, qu'un fonds mondial des Nations unies soit créé afin de collecter les recettes de l'imposition des «maux» publics mondiaux, tels que la pollution environnementale transfrontalière (p. ex. une taxe mondiale sur les billets d'avion), la spéculation financière (au moyen d'une taxe de type Tobin/Spahn sur la spéculation), ainsi que des redevances pour service rendu sur l'exploitation des ressources découvertes dans les eaux internationales;
- l'annulation totale de toute la dette publique des pays en développement les plus pauvres;
- que les règles du commerce international, incarnées par une Organisation mondiale du commerce (OMC) considérablement réformée, soient rendues équitables et soient soumises aux objectifs plus ambitieux d'un développement mondial réellement durable (y compris les droits sociaux, la durabilité environnementale et la protection des consommateurs). Les Verts sont dès lors favorables à ce que:
 - les accords internationaux sur les produits de base, qui stabilisent les prix des biens d'exportation agricoles les plus volatiles, garantissent un rendement juste et stable, en particulier pour les petits producteurs, et fassent intervenir les producteurs et les consommateurs tout au long de la chaîne d'approvisionnement;
 - les importations dans l'UE en provenance de pays qui n'ont pas ratifié les accords internationaux sur le climat ou qui ne les respectent pas ou qui ne respectent pas les normes de base de l'OMT en matière de main-d'œuvre, soient soumises à des ajustements fiscaux frontaliers afin de rétablir des conditions identiques pour tous;
 - les produits certifiés «commerce équitable» au niveau international aient une véritable chance sur les marchés européens, en mandatant des entités publiques afin qu'elles opèrent une discrimination positive en faveur des produits issus du commerce équitable dans leurs politiques de marchés publics, en exonérant ces produits des droits de douanes aux frontières de l'UE, et en demandant aux gros détaillants de proposer des produits issus du commerce équitables dans leurs magasins;
 - l'OMC devienne plus étroitement engagée dans un système des Nations unies réformé et démocratisé, où les objectifs internationaux d'équité sont confiés à un Conseil de sécurité économique des Nations unies. De même, que les processus décisionnels de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international (FMI) soient réformés afin de refléter correctement les voix des pays en développement, et que ces deux organismes doivent rendre des comptes à ce Conseil de sécurité économique des Nations unies.

Politiques de l'emploi vertes: vers la pleine activité

Les Verts pensent qu'une économie ne peut prospérer que si elle peut mobiliser l'énergie et la créativité des citoyens en vue de créer une valeur durable, pour eux-mêmes et pour la société à laquelle ils participent. Cette mobilisation ne peut pas avoir lieu en laissant simplement le marché fonctionner: elle nécessite la participation active des autorités publiques.

Créer de la valeur, au sens vert du terme, ne consiste pas seulement à accumuler des richesses matérielles ou les activités du marché: les activités culturelles, politiques, artistiques, éducatives et scientifiques, l'aide familiale, tout cela contribue aux richesses communes. Toutes les activités qui sont à la base de cette création de valeur ne sont pas nécessairement rémunérées; beaucoup d'entre elles sont bénévoles, ce que les Verts soutiennent. Elles devraient cependant toutes être reconnues et rétribuées par la société (compte tenu de la grande différence entre hommes et femmes dans la répartition du travail rémunéré et non rémunéré ainsi que dans la valeur économique de différents types de travaux en général). En conséquence, l'activité d'une personne peut prendre diverses formes au cours d'une vie. À l'heure actuelle, la plus reconnue est celle du travail rémunéré dans quelque secteur économique que ce soit (voir ci-dessus), mais se former, prendre soin d'enfants ou de parents, donner du temps à la communauté comptent aussi parmi les moyens que l'on peut choisir, à certaines périodes de la vie, pour contribuer à la société. Les Verts soutiennent l'objectif du «plein emploi» pour ceux qui recherchent un travail rémunéré, mais pour nous, cet objectif doit être étendu à un objectif de «pleine activité».

Les Verts reconnaissent que les droits des personnes sont assortis de responsabilités. Cela redéfinit quelque peu les responsabilités de tous les acteurs économiques concernés:

- pour la société, mettre en place les conditions nécessaires au développement et à la rémunération du potentiel de chacun dans la perspective d'une «pleine activité»;
- pour les employeurs de toutes sortes, mettre ces conditions en œuvre et tirer profit de celles-ci sans crainte de discrimination;
- pour les individus, tirer activement profit des possibilités offertes et faire en sorte de contribuer à la société en général. Nous reconnaissons toutefois que, dans nos sociétés, un nombre croissant de travailleurs précaires et contractuels contribuent bel et bien, mais ne bénéficient pas des avantages et des droits sociaux, en particulier les femmes. En outre, il y a des citoyens qui, pour une raison ou une autre (maladie, dépendance, handicap, etc.) ne sont pas en mesure de contribuer; ils ont besoin et méritent une aide adéquate de la part de la société.

Le concept qui marie flexibilité et sécurité est réellement très vert. Cependant, le terme «flexicurité» a trop souvent été utilisé pour masquer une flexibilité et une déréglementation débridées. Si la flexibilité est importante pour permettre à nos sociétés et à nos économies de relever les défis d'un monde en pleine évolution, l'État a la responsabilité de protéger la population de l'impact des fluctuations économiques et de garantir des normes sociales strictes et de bonnes conditions de travail. Pour les Verts, la sécurité n'est donc pas moins importante que la flexibilité. Pour les Verts, un instrument clé

en vue de garantir le bon équilibre entre ces objectifs est un solide dialogue institutionnalisé entre les partenaires sociaux, qui représentent les citoyens au travail et les employeurs. Ce dialogue devrait jouer un rôle clé dans l'élaboration des règles et des instruments (conditions contractuelles, salaires, avantages, etc.) du marché du travail. Les Verts sont opposés à l'extension du principe du pays d'origine aux droits sociaux (sécurité, santé, protection sociale, salaires) afin d'empêcher le dumping social.

Concrètement, dans le domaine du marché du travail, les Verts proposent

- que l'environnement juridique garantisse que tous les types d'activités reconnus contribuent au développement du droit d'une personne aux avantages sociaux (soins de santé, chômage, retraite, congé parental, garde d'enfants, invalidité) et permette effectivement une flexibilité autodéterminée d'un type d'activité à l'autre;
- que les dispositions en matière de temps de travail accordent suffisamment de temps aux citoyens pour développer des activités en dehors de leur emploi et soient organisées de manière à maximiser leur impact en termes de création d'emplois. Les Verts soutiennent par conséquent toutes sortes de mesures de réduction du temps de travail volontaire collective et/ou individuelle, compte tenu des développements dans la productivité du travail, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'Union. En ce qui concerne la différence entre hommes et femmes dans la répartition du travail à temps partiel (la majorité des travailleurs à temps partiel sont des femmes), les Verts soutiennent les mesures qui encouragent les hommes à réduire leur temps de travail;
- que l'environnement juridique prévoie de réelles mesures d'incitation à exercer une activité. Cela signifie que la taxation doit passer de taxes sur le travail (voir ci-après) à des taxes sur le capital et sur l'énergie, afin que les employeurs soient encouragés à créer des emplois et à économiser l'énergie; mais aussi que la combinaison de compensations de chômage et de mesures d'incitation est telle qu'accepter un emploi ou une activité valable est toujours financièrement avantageux pour l'individu. Ces mesures d'incitation doivent être mises en œuvre parallèlement à une augmentation des allocations de base afin de ne pas abandonner ceux qui ne peuvent pas travailler ou trouver un emploi sur le marché;
- que l'égalité entre hommes et femmes devienne une réalité sur le marché du travail. Cela signifie concrètement l'égalité, en particulier au niveau des compensations et des avantages sociaux, ainsi que dans la sélection des candidats, dans la sécurité de l'emploi. Cela implique également des mesures spécifiques, p. ex. des systèmes de garde d'enfants, des mesures en vue de faciliter le retour au travail après un congé parental et d'encourager les hommes à prendre part aux tâches familiales;

- que des mesures concrètes soient prises en vue d’encourager une participation égale des immigrés sur le marché du travail;
- que, en vue de stimuler l’esprit d’entreprise, les travailleurs indépendants aient la possibilité de participer au système de sécurité sociale (p. ex. chômage, retraites, congés parentaux, pension d’invalidité, etc.), sur la base de contributions adéquates;
- que l’éducation et la formation deviennent davantage des priorités dans les politiques publiques, afin de faire en sorte que chacun ait la possibilité de développer totalement ses capacités. Dans l’absolu, cela signifie une augmentation des budgets de l’éducation, mais aussi une législation adéquate qui permette aux individus de poursuivre leur formation tout au long de leur vie (p. ex. soutien aux programmes d’éducation tout au long de la vie, flexibilité en vue de prendre des congés sabbatiques au cours de sa carrière, obligation pour les employeurs de fournir ou de prévoir une éducation rémunérée, ...);
- que les autorités publiques soutiennent activement les chômeurs, de manière individuelle, en leur apportant une aide dans la recherche d’une activité (emploi, formation, etc.) qui corresponde à leurs aspirations et à leurs besoins et qui leur permette de contribuer à créer une valeur pour la société. Concrètement, cela signifie des niveaux adéquats de ressources humaines et financières pour permettre cette aide individuelle;
- qu’un salaire minimal soit mis en place dans chaque pays de l’Union européenne, autorisant des différences, p. ex. en fonction du secteur ou de la situation géographique;
- que les comités d’entreprise européens possèdent des compétences élargies, comme la CES le demande;
- que l’application du droit du travail devienne davantage une priorité afin de faire en sorte que le travail au noir - sur lequel plusieurs secteurs comptent fortement, p. ex. celui des soins aux personnes âgées - soit effectivement combattu, en se concentrant sur les employeurs illégaux qui devraient être tenus responsables des droits au travail de leurs employés. Cela signifie concrètement que des ressources humaines et matérielles suffisantes devraient être allouées en vue de procéder à des contrôles efficaces;
- nous sommes favorables à l’exclusion de certaines entreprises des marchés publics et de l’aide publique dans certains cas, p.ex. lorsque l’égalité hommes/femmes ou le droit du travail n’est pas respecté.

Fiscalité et subventions

Les politiques vertes en matière de fiscalité et de subventions contribuent à une économie socialement juste et à un environnement sain.

La fiscalité a trois fonctions principales dans l'économie: les taxes génèrent des recettes pour les biens et services publics, elles sont un moyen de redistribuer les revenus et les richesses entre les individus et les régions, et elles sont une méthode en vue d'ajuster les activités économiques afin de stimuler les activités qui sont bénéfiques pour tous et de réduire les effets non désirés. Plus particulièrement, dans la lutte contre le changement climatique, les taxes, les redevances et les échanges de quotas d'émission sont tous des instruments qui peuvent favoriser une répartition efficace des ressources.

Les taxes et les subventions doivent être transparentes, équitables et faciles à administrer. La réforme fiscale socio-économique des Verts déplace l'équilibre du travail vers l'utilisation de ressources naturelles finies et une taxation plus importante du capital. Il n'est pas acceptable que le travail, en tant que facteur de production, soit davantage taxé que le capital.

La lutte contre l'évasion et la fraude fiscales doit devenir davantage une priorité. Des ressources adéquates doivent par conséquent être mises à disposition.

Concrètement, les Verts proposent

- **Des écotaxes et des éco-primés:** les éco-taxes et les éco-primés engendrent une économie durable au moyen de la promotion de produits et de services écologiques. Les choix écologiques devraient être encouragés financièrement au lieu d'être pénalisés. À cet égard, les taxes sur le CO₂ et sur l'énergie doivent être un élément central de la politique fiscale, pas seulement un complément facultatif à un système de taxation qui actuellement n'est pas favorable à l'environnement et contre le changement climatique.

Si l'énergie devient plus chère, économiser l'énergie devient plus attrayant. Les énergies renouvelables durables devraient être moins taxées que les énergies fossiles.

Par exemple, le secteur de l'aviation ne devrait plus bénéficier de ses privilèges fiscaux, alors que d'autres modes de transport, comme les chemins de fer, sont taxés. Dans le secteur du logement, des subventions à vocation sociale devraient encourager l'efficacité énergétique.

- **Impôt sur le revenu équitable et progressif:** pour les Verts, pour garantir l'égalité, l'impôt sur le revenu devrait tenir compte de toutes les sources de revenu. La taxation des revenus, soumise à un seuil minimal, doit être progressive afin de garantir que les gens contribuent en fonction de leur capacité à payer. Les allègements fiscaux doivent être socialement et environnementalement justes et encourager les investissements durables.

- **Lutte contre le nivellement par le bas de l'impôt des sociétés:** afin d'éviter une concurrence fiscale désastreuse, les Verts sont favorables à un cadre commun pour l'impôt des sociétés comparable à celui qui existe pour la taxe sur la valeur ajoutée. Celui-ci devrait inclure une assiette fiscale harmonisée ainsi que des taux d'imposition minimaux différenciés (c.-à-d. un taux d'imposition minimal relativement bas pour les nouveaux États membres le temps qu'ils rattrapent leur retard, et un taux plus élevé pour les anciens États membres de l'UE). Cela devrait permettre de garantir que les entreprises contribuent équitablement aux recettes fiscales dans l'Union.
- **Taxes foncières, contribution légitime aux recettes fiscales:** le capital doit contribuer équitablement aux recettes fiscales globales. Étant donné que les inégalités dans la répartition des revenus et des capitaux augmentent dans l'Union européenne, les taxes foncières jouent un rôle vital dans la réduction de ces inégalités. Cela permettrait aux États membres de financer des biens et des services d'intérêt public ou de réduire la charge fiscale sur le travail. En termes d'allocation, percevoir des taxes foncières peut même améliorer l'efficacité de biens tels que les biens immobiliers.
- **Introduction d'une taxe Tobin/Spahn:** la spéculation financière constitue un grand risque de déstabilisation de l'économie réelle et elle creuse l'écart entre les riches et les pauvres. Une taxe de type Tobin/Spahn sur les transactions financières peut aider à diminuer la volatilité des marchés financiers internationaux. Elle produirait également des recettes significatives sur la base de transactions qui ont essentiellement lieu dans les pays très développés et qui devraient être utilisées pour contribuer à la coopération internationale au développement.
- Un débat sur l'introduction d'un système de gestion des émissions de gaz à effet de serre. Un système d'échange de quotas d'émission de carbone pourrait réduire les émissions de CO2 totales et permettrait d'établir un prix du CO2.

La voie à suivre

Les défis auxquels nous, l'humanité, sommes confrontés, sont immenses. Des milliards de personnes aspirent à atteindre le niveau de vie le plus basique: pouvoir se nourrir, avoir accès à de l'eau potable propre, avoir un logement décent, avoir accès à des soins de santé et à une éducation de base, dans un environnement pacifique et sain. Même dans les régions du monde qui jouissent, depuis des siècles ou seulement depuis des décennies, d'un développement économique rapide, des réponses doivent être trouvées aux questions importantes: la dégradation accélérée de notre environnement et l'épuisement des ressources de la Terre, les inégalités sociales croissantes, une dépendance croissante aux

drogues, la dégradation du tissu social, tous ces exemples montrent que nos sociétés ne sont pas dans le meilleur état de santé qui soit. Enfin et surtout, le défi du changement climatique menace directement la survie de l'homme sur la planète.

Si les Verts ne sous-estiment pas cette menace, ils considèrent également le changement climatique comme une opportunité. Il peut être un signal d'alarme pour nous tous, êtres humains, et un tournant dans l'histoire de la planète Terre. Le temps est venu de faire en sorte que l'économie travaille pour les gens - pas seulement pour quelques-uns ici et maintenant - plutôt que l'inverse. Elle doit devenir un instrument en vue de relever les défis décrits ci-dessus et mettre nos sociétés sur la voie du développement durable.

Réformer radicalement nos économies ne se fera pas tout seul. Cela demandera la participation de tous les acteurs concernés. Les gouvernements à tous les niveaux, responsables envers leurs citoyens, doivent reprendre l'initiative, définir de nouvelles règles pour le terrain de jeu économique, fixer des objectifs, proposer des incitants, investir dans des secteurs clés tels que l'éducation et la santé, mais aussi mettre en place les conditions nécessaires à l'épanouissement et à la prospérité de la créativité et de l'ingéniosité des personnes et des entreprises. Les entreprises de toutes tailles doivent aussi accepter ces nouveaux défis et accepter les nouvelles règles du jeu, pas seulement au niveau local, mais aussi au niveau mondial. Elles doivent prendre conscience que les gouvernements sont les gardiens de l'intérêt commun. Et, une fois encore, les gouvernements doivent prendre conscience que nous ne relèverons pas le défi qui nous attend sans l'aide d'entreprises prospères et innovantes, opérant sur des marchés ouverts, transparents et justes. Les coopératives, les associations et les organisations non gouvernementales doivent en quelque sorte être à la fois les pionniers de notre nouveau monde et les observateurs des gouvernements et des entreprises. Enfin et surtout, c'est à nous tous, en tant que citoyens, consommateurs, étudiants, travailleurs (employés ou non), en tant qu'hommes et femmes d'affaires, de nous comporter de manière responsable. Après tout, les acteurs mentionnés ci-dessus sont d'abord et avant tout des gens, ce sont les gens qui rendront notre avenir possible.

Nous entendons souvent que relever des défis autres que la maximisation du profit à court terme tuera simplement l'économie, ce à quoi nous répondons qu'en ne relevant pas ces défis, l'économie tue la planète et ses habitants. L'histoire prouve que les évolutions clés telles que l'émergence des droits sociaux dans le monde industrialisé n'ont pas été fatales à l'économie. Au contraire, elles l'ont stimulée (aux dépens de l'environnement, certes). Les Verts pensent que mettre nos sociétés sur la voie du développement durable aura un effet similaire. Déjà à l'heure actuelle, nous assistons à la création de milliers d'emplois dans des pays qui ont été à l'avant-garde de l'économie verte. Dans cette économie de la connaissance et de l'innovation, l'Europe a la possibilité de montrer l'exemple. Étant donné que le changement climatique n'attend pas, il est temps d'agir dès maintenant.